

FONDATION POUR L'AGRICULTURE ET LA RURALITE DANS LE MONDE

Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels

Exercice Clos
Le 31 décembre 2024

Fondation reconnue d'utilité publique
Siège social : 12, Place des Etats Unis – 92120 Montrouge
Siret : 489 074 690 00020 – 94.99Z

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

Sté d'expertise-comptable membre de l'Ordre de la région parisienne - Sté de commissariat aux comptes inscrite à Paris
SAŚ EXPERTS ENTREPRENDRE PARIS au capital de 500.000 euros - SIRET 393318647 00046 - APE 6920Z - TVA Intracom. FR35393318647
RIB BNP 30004 00760 00010047004 92 - IBAN FR76 3000 4007 6000 0100 4700 492 - BIC BNPAFRPPCE
46, rue Cardinet - 75017 PARIS - Tél. 01 53 84 77 77 - Fax. 01 53 84 77 79
Membre du réseau INTEGRA INTERNATIONAL - info@experts-entreprendre.com



FARM
FONDATION POUR L'AGRICULTURE ET LA RURALITE DANS LE MONDE

Fondation reconnue d'utilité publique
Siège social : 12, Place des Etats Unis – 92 120 Montrouge

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 décembre 2024

Aux membres du Conseil d'Administration,

I - Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre les statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM)** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de **FARM** à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

46, Rue Cardinet – 75017 Paris

Tél 01 53 84 77 77 - Fax 01 53 84 77 79



III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier établi par le Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administrations.

V – Responsabilités de la Direction de la Fondation

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité **FARM** à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

46, Rue Cardinet – 75017 Paris

Tél 01 53 84 77 77 - Fax 01 53 84 77 79



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion; la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 20 juin 2025

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS
Grégoire de VAUMAS

Commissaire aux comptes
Compagnie Régionale de Paris

Grégoire de Vaumas

✓ Signé et certifié par vousign

- BILAN ACTIF ASSOCIATION -

FARM

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N			N-1
	Brut	Amort. et	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	25 235	24 780	455	455
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	1 800	190	1 610	
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	27 035	24 970	2 065	455
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	8 199		8 199	
Créances				
Clients et comptes rattachés	673		673	8 900
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	868		868	2 989
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	4 485 000	15 446	4 469 554	3 995 400
Disponibilités	221 337		221 337	337 866
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	507		507	3 037
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 716 583	15 446	4 701 137	4 348 192
TOTAL ACTIF	4 743 617	40 416	4 703 201	4 348 647

- BILAN PASSIF ASSOCIATION -

FARM

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres statutaires	2 235 000	2 235 000
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres sans droit de reprise	2 235 000	2 235 000
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 262 655	903 713
Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficits)	458 254	358 941
Situation Nette (sous-total)	3 955 908	3 497 655
Fonds propres consommables	353 092	353 092
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	4 309 000	3 850 746
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	275 716	386 882
Dettes fiscales et sociales	118 267	110 780
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	218	239
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	394 201	497 900
Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	4 703 201	4 348 647

- COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATION -

FARM

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	31 453	7 950
Dont parrainages		
Subventions d'exploitation	15 000	84 839
Vts des fondateurs ou conso. de la dot, consommable		
Ressources liées à la générosité du public	1 341 250	1 342 921
Dont les dons manuels	1 250	2 921
Dont Mécénats	1 340 000	1 340 000
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	2 228	6
Total des produits d'exploitation (I)	1 389 931	1 435 716
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Variation de stock (marchandises)		
Autres achats et charges externes (3)	657 531	636 963
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	16 720	9 432
Salaires et traitements	381 588	328 545
Charges sociales	155 955	131 422
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	190	
Dotations aux provisions		
Reports des fonds dédiés		
Autres charges	2 849	19
Total des charges d'exploitations (II)	1 214 832	1 106 381
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	175 098	329 335
Produits Financiers		
Produits financiers de participations (5)		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)		
Autres intérêts et produits assimilés (5)	72 872	31 141
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		10
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	225 754	
Total des produits financiers (III)	298 627	31 150

- COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATION -

FARM

du 01/01/2024 au 31/12/2024

	N	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	15 446	
Intérêts et charges assimilées (6)		
Différences négatives de change	24	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (IV)	15 471	
RESULTAT FINANCIER (IV - III)	283 156	31 150
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	458 254	360 485
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits Exceptionnels (V)		
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 544
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles (VI)		1 544
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		-1 544
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 688 557	1 466 866
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 230 303	1 107 925
EXCEDENT OU DEFICIT	458 254	358 941
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

FARM

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2024

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 4 703 201€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice net comptable de 458 254€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Informations et méthodes comptables :

Information au titre des principes et méthodes comptables :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-01 du 12 mai 2023 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre :

Créée en 2005, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) a pour mission d'éclairer les décideurs des pays du sud et du nord, acteurs publics et économiques, sur des enjeux stratégiques comme :

Les filières des producteurs aux marchés, La sécurité alimentaire et nutritionnelle, La résilience des territoires ruraux.

Les apports des fondateurs pour 7 450 000 € se répartissent comme suit :

- Le Crédit Agricole pour 1 000 000 €
- Le Groupe Casino pour 1 000 000 €
- Le Groupe Suez pour 1 000 000 €
- L'Agence Française pour le Développement pour 1 500 000 €
- Les sociétés Limagrain et Vilmorin pour 500 000 €
- Le ministère délégué à la recherche pour 2 000 000 €
- Le ministère de l'agriculture et de la pêche pour 250 000 €
- Le ministère des affaires étrangères pour 100 000 €
- Le ministère délégué au commerce extérieur pour 100 000 €

L'Agence française pour le développement a effectué, en 2011, une donation de 500 000 € sur la période 2011-2015 auprès de la Fondation, dont 300 000 € ont été versés en 2011. Celle-ci a été considérée, sur l'exercice 2011, comme une donation inscrite au compte de résultat de la Fondation pour le montant effectivement versé, soit 300 000 €.

Suite aux précisions apportées par l'AFD en 2012 et notamment lors du Conseil d'Administration du 17 octobre 2012, ce dernier a décidé de considérer cette donation de 500 000 € comme une dotation à inscrire aux fonds propres de la Fondation dont 150 000 € en dotation inaliénable conformément à l'article 14 des statuts.

L'Agence Française pour le développement a effectué un versement de 100 000 € sur l'exercice 2014. Le solde de la dotation, soit 100 000€, a été versé sur l'exercice 2015.

Les apports se répartissent en deux catégories, les apports consommables pour 70% et les apports inaliénables pour 30%.

Pour traduire le caractère consommable de ces dotations, il convient, depuis l'exercice 2010 de comptabiliser un produit représentatif de la dotation reprise pour être consommée sur l'exercice en compte de la classe 7 en contrepartie du compte 102790 " Autres fonds propres - dotations consommables inscrites au compte de résultat".

A la clôture de l'exercice, il n'y a pas de dotation effectivement consommée à constater en produits exceptionnels.

Informations sur les postes de l'actif du bilan :

État de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévues.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

• État de l'actif Immobilisé :

Immobilisations	Valeur Brut début exercice	+ Réévaluation	+ Acquisitions	- Virements	- Cessions/rebuts	Valeur brute fin exercice
Autres immobilisations incorporelles	25 235	-	-	-	-	25 235
Total Immobilisations Incorporelles (I)	25 235	-	-	-	-	25 235
Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	-	1 800	-	-	1 800
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations Corporelles (II)	-	-	1 800	-	-	1 800
Participations	-	-	-	-	-	-
Autres Titres Immobilisés	-	-	-	-	-	-
Total Immobilisations Financières (III)	-	-	-	-	-	-
TOTAL (I + II+III)	25 235	-	1 800	-	-	27 035

• Amortissement de l'actif Immobilisé :

Amortissements de l'actif immobilisé	Valeur début exercice	+ Augmentations	- Diminutions	Valeur fin exercice
Frais établissement et développement (Total I)	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (Total II)	24 780	-	-	24 780
Constructions inst. générales, agencés, amén. constr.	-	-	-	-
Instal. techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Autres immo. corp.- Inst. générales, agencés, aménag. divers	-	-	-	-
Autres immo. corp.- Matériel de transport	-	-	-	-
Autres immo. corp. ,Matériel de bureau et informatique, mobilier	-	190	-	190
Total Amortissement Immobilisations Corporelles (Total III)	-	190	-	190
TOTAL GENERAL	24 780	190	-	24 970

• Durées d'amortissement :

Immobilisations	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	5 ans
Matériel de Bureau	Linéaire	3 ans

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-
Créances clients et comptes rattachés	673	673	-
Autres	868	868	-
Charges constatées d'avance	507	507	-
TOTAUX	2 047	2 047	-
Prêts accordés en cours d'exercice	-	-	-
Remboursements obtenus en cours d'exercice	-	-	-

Produits à recevoir :

Postes	Exercice N	Exercice N-1
Divers produits à recevoir	750	2 989
Intérêts courus à recevoir	25 523	13 926
Total	26 273	16 915

Informations sur les postes du passif du bilan :

Tableau de Variation des Fonds Propres :

Variation des fonds Propres	Début exercice	Affectation Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	Fin Exercice
Fonds propres statutaires	2 235 000				2 235 000
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	903 713	358 941			1 262 655
Excédent ou déficit de l'exercice	358 941	- 358 941	458 254		458 254
Situation nette	3 497 654		458 254		3 955 909
Fonds propres consommables	353 092				353 092
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAUX	3 850 746		458 254		4 309 001

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Évaluation des dettes : Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an ou plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus de 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	275 716	275 716	-	-
Dettes fiscales et sociales	118 267	118 267	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-	-	-	-
Autres Dettes	218	218	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAUX	394 201	394 201	-	-
Emprunts souscrits sur l'exercice	-			
Emprunts Remboursés sur l'exercice	-			
Emprunts et Dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	-			

Charges à payer :

Nature des Charges	N	N-1
Fournisseurs - fact. non parvenues	199 358	158 562
Dettes provis. pr congés à payer	31 961	23 756
Charges sociales s/ CP	16 123	12 165
État- Autres charges à payer	14 682	8 866
Personnel- autres charges à payer	25 594	35 464
Charges sociales - charges à payer	10 238	14 186
TOTAUX	297 956	252 999

Informations sur les postes du compte de résultat :

- Information sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégories d'autorités administratives :

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	-	-
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Subventions État	15 000	84 839
Subventions Région	-	-
Subventions Département	-	-
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
TOTAUX	15 000	84 839

Information sur les ressources et emplois :

RESSOURCES	N	N-1
Ressources de L'exercice		
1 - Ressources Liées à la générosité du Public		
1.1 -Cotisations Sans Contreparties		
1.2 -Dons, Legs et Mécénats		
- Dons Manuels	1 250	2 921
- Legs, Donations et assurances-vie		
- Mécénats	1 340 000	1 340 000
1.3 -Autres Ressources liées à la générosité du public		
TOTAL DES RESSOURCES	1 341 250	1 342 921

EMPLOIS	N	N-1
Emplois de L'exercice		
1 - Missions Sociales		
2- Frais de Recherche de Fonds		
3- Frais de Fonctionnement	1 230 303	1 107 925
TOTAL DES EMPLOIS	1 230 303	1 107 925

Autres informations :

Informations sur les transactions avec les contreparties :

Informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes :

Honoraires Commissaires aux comptes	CAC
Mission de contrôle légal des comptes	7 080
TOTAUX	7 080

Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie :

Catégorie	Effectif Moyen
Cadres	5
Agents de maîtrise et techniciens	
Ouvriers	2
TOTAL	7